

ALCATEL- LUCENT

L'Etat ne peut être complice d'un sacrifice industriel et humain !

Les syndicats CGT, CFDT et CGC d'Alcatel-Lucent seront mobilisés sur tous les sites de France, le 15 octobre contre le énième plan social depuis la fusion. 900 licenciés plus 900 sortis du groupe avec un avenir incertains en France et plus de 15 000 dans le monde, c'est une véritable saignée de l'emploi industriel dans le groupe franco américain. Une fois de plus les salariés sont les fusibles d'une stratégie financière des dirigeants au profit « de valeur pour les actionnaires » alors que les difficultés et les retards technologiques sont à chercher dans la mauvaise gestion et les erreurs stratégiques majeures

C'est **une catastrophe sociale et industrielle** pour les salariés et les familles des sites de Rennes et de Toulouse, déjà touchée par de nombreuses fermetures d'entreprises et probablement pour ceux d'Orvault, EU, Ormes. Pour économiser 1 milliard d'euros, le PDG de la multinationale a donc annoncé la fermeture de plusieurs sites, des licenciements massifs dans le monde.

La situation des salariés d'Alcatel-Lucent est insupportable. La France connaît une très grave crise. Les emplois industriels sont, dans tous les secteurs sacrifiés sur l'autel des marchés financiers.

Face à l'urgence économique et sociale, le Parti Communiste Français exige **un moratoire suspensif sur les plans de suppression d'emplois et de fermetures de sites**, à Alcatel- Lucent. afin d'examiner des alternatives. Depuis 10 mois un PSE est en cours avec un État aux abonnés absents.

Pour preuve, les ministres de l'industrie et de Bercy ont laissé le groupe s'endetter à Goldman Sachs, il y a 6 mois alors que l'État aurait pu prendre la main en recapitalisant ! 27 000 brevets sont toujours gagés à la sulfureuse banque américaine, l'endettement atteint 5 milliards d'euros avec plus de 300 millions d'intérêts financiers par an !

Le gouvernement Ayrault qui a annoncé « qu'il serait particulièrement vigilant » comme le demande l'intersyndicale doit organiser rapidement une table ronde avec les salariés et les élus pour écouter les propositions de sauvegarde de l'entreprise. **Il n'y a pas de fatalité dans la faillite industrielle d'Alcatel** qui a été un fleuron industriel des télécommunications, producteur de brevets et de technologie de pointe, notamment celles liées au câblage sous marin.



Le président de la République ne peut pas annoncer 34 projets industriels d'avenir avec un investissement public de 3,5 milliards d'euros et laisser la France se désindustrialiser avec les pertes d'emplois et de savoir-faire pourtant indispensables. **L'avenir ne se construira pas avec des déserts et des friches industrielles !**

La filière des télécoms représente un enjeu essentiel pour le développement de notre pays et de l'Europe, pour le progrès social, culturel et le plein emploi. Sur le dossier Alcatel-Lucent, **l'État doit se placer dans une véritable reconquête d'activités productives** garante d'une consolidation et d'une indépendance nationale dans un secteur des télécommunications particulièrement sensible.

Quelques propositions pour favoriser la production contre la spéculation dans l'industrie:

► Sécuriser les réseaux français et européens contre la mondialisation et le dumping social comme le font les USA et l'Australie.



► La puissance publique et les grandes entreprises doivent montrer l'exemple en avantageant les entreprises qui localisent l'emploi de manière significative en France. (France Télécoms pour augmenter ses bénéfices s'approvisionne auprès du groupe chinois Huawei !)

► L'État doit peser sur les choix stratégiques des opérateurs et des équipementiers dans les choix stratégiques, la recherche, les investissements (4G, fibres optiques) avec des obligations de service public. L'État doit prendre le contrôle des fonds publics (crédit impôt recherche ,...), une participation plus forte et plus active au capital de peser sur les choix et relancer la filière.

► Le pôle public d'investissement doit permettre à Alcatel d'emprunter à des taux réduits et sortir des griffes des marchés financiers.

LE PCF apporte sa totale solidarité aux actions des salariés d'Alcatel-Lucent et participera aux mobilisations unitaires pour défendre la filière des télécoms et les emplois industriels.